

## **A45 : « plus que jamais déterminés »**

« Nous (\*) avons été reçus cet après-midi par la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour demander au gouvernement de respecter les engagements pris par l'État sur l'A45.

Il ressort de cet entretien que la pause dans les constructions de nouvelles infrastructures annoncée début juillet par le Président de la République ne veut pas pour autant dire une remise en cause de ces projets. La ministre a également indiqué qu'elle comprenait toute la nécessité d'une amélioration de la desserte autoroutière entre Lyon et Saint-Etienne et que cette amélioration ne peut s'envisager que par la construction d'une nouvelle infrastructure.

La ministre a, par ailleurs, mis en avant l'attitude irresponsable du précédent gouvernement qui a engagé l'État sur des projets dont le volume financier est bien supérieur aux capacités budgétaires qu'il peut assumer, et a compris notre sentiment de trahison.

Elle a conclu en indiquant qu'elle présenterait au parlement une loi de programmation d'ici la fin de l'année 2017 dans laquelle figureront les investissements, et donc les opérations, qui seront retenus par l'Etat. Cette période sera mise à profit pour rechercher une solution technique et financière au débouché de l'A45 à son arrivée dans la région lyonnaise.

Si les déclarations de madame Borne nous semblent aller dans le bon sens, il n'en demeure pas moins qu'elles ne sont pas rassurantes sur la volonté de l'État de voir aboutir l'A45 dans la mesure où l'hypothèque financière du projet n'est pas levée et qu'un texte législatif devra intervenir.

Pour notre part, et dans la mesure où il ne manque plus aujourd'hui que la signature du gouvernement sur le contrat de concession de l'A45, nous ne pouvons nous satisfaire de propos qui se veulent optimistes mais qui n'apportent aucune réponse concrète au dossier A45.

Il serait incompréhensible que des contraintes budgétaires soient le prétexte de son abandon, au moment où le gouvernement a heureusement annoncé la relance du Lyon-Turin et du canal Seine-Nord Europe, autrement plus coûteux pour l'État, lesquels contribuent eux aussi à la structuration des déplacements dans ces régions au même titre que le ferait l'A45 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Si tel était le cas, le Gouvernement porterait l'immense responsabilité d'empêcher tout développement dans nos territoires, sans compter celle du reniement de la parole donnée.

Nous sommes donc, plus que jamais, déterminés à poursuivre ce combat et à le faire aboutir. Le Gouvernement se doit de faire le choix de répondre aux enjeux de l'aire économique stéphanoise (2<sup>ème</sup> bassin de PME – TPE de France) permettant ainsi de relever l'ensemble des défis liés à l'aire métropolitaine lyonnaise.

Nous demandons à tous les acteurs concernés de poursuivre leur mobilisation. Que ce soit en signant la pétition « l'A45 moi je la veux » qui permet à chaque habitant d'exprimer sa volonté ferme de voir le Gouvernement tenir les engagements pris et ce quelque soit le contexte. Que ce soit aussi les acteurs socio-économiques qui doivent désormais exprimer concrètement leur attachement à cet équipement si important pour le développement économique et donc de l'emploi. Le temps est venu de faire montre d'audace, de fermeté et d'ambition pour Saint-Etienne, sa Métropole, le département de la Loire et la région Auvergne-Rhône-Alpes. Il est urgent de ne plus attendre. »

(\*) Gaël Perdriau, président de Saint-Etienne Métropole, maire de Saint-Etienne, Bernard Bonne, Président du conseil départemental de la Loire, Dino Ciniéri, conseiller spécial représentant Laurent Wauquiez, président du conseil régional Auvergne Rhône Alpes.